



**PRÉFET  
DU  
PUY-DE-DÔME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Auvergne-Rhône-Alpes

Unité interdépartementale  
Cantal / Allier / Puy-de-Dôme  
Équipe ECIE

Rapport de contrôle de l'inspection des installations classées		
Référence : 20230206-RAP-63-0152-insp_MFPM_Gravanches_projets_desenfumage		
Nom et adresse de l'établissement contrôlé		Code DREAL
Société M.F.P. MICHELIN - Site des Gravanches Adresse : 8 rue Roland Moreno Commune : 63000 Clermont-Ferrand SIREN : 855200507 SIRET : 85520050703136		S3IC 0056.00335  Priorité DREAL <input type="checkbox"/> PN <input type="checkbox"/> AE <input checked="" type="checkbox"/> SP <input type="checkbox"/> Autre Régime <input checked="" type="checkbox"/> A <input type="checkbox"/> E <input type="checkbox"/> D <input type="checkbox"/> NC SEVESO / IED <input type="checkbox"/> HAUT <input type="checkbox"/> BAS / <input type="checkbox"/> IED
Activité principale : Fabrication de pneumatiques		
Date du contrôle : 30/01/2023		Date précédente visite : 20/09/2022
Inspecteur(s) :		
Type de contrôle		
<input checked="" type="checkbox"/> Inspection annoncée <input type="checkbox"/> Inspection inopinée		<input checked="" type="checkbox"/> Inspection planifiée <input type="checkbox"/> Inspection circonstancielle
Circonstances du contrôle		
<input type="checkbox"/> Plan de contrôle de la DREAL <input type="checkbox"/> Incident/Accident du .....		<input type="checkbox"/> Plainte <input checked="" type="checkbox"/> Autre : Demande de précisions / projets
Thème(s) du contrôle <ul style="list-style-type: none"><li>• Risques accidentels / désenfumage</li><li>• Contrôles réglementaires</li><li>• TAR/legionelles</li><li>• Fluides frigorigènes</li></ul>		
Principale(s) installation(s) contrôlée(s) <ul style="list-style-type: none"><li>• Présentation et contrôles en salle</li><li>• Local accueil avec tableau électrique général / parafoudre</li></ul>		
Référentiel(s) du contrôle <ul style="list-style-type: none"><li>• Arrêté préfectoral d'autorisation environnementale n° 20211881 du 11 octobre 2021</li><li>• Arrêté du 14/01/00 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2662 (Stockage de polymères [matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques])</li><li>• Arrêté Ministériel du 04/10/2010</li></ul>		
Personne(s) rencontrée(s) et fonction(s)		
Nom	Société	Qualité
	Manufacture Française des Pneumatiques Michelin	RGEP Technicien Environnement et Hygiène Technicien Sécurité / Incendie Chef de projets
Copies	<input checked="" type="checkbox"/> Exploitant DREAL : <input checked="" type="checkbox"/> Chrono <input type="checkbox"/> PRICAE <input checked="" type="checkbox"/> Cellule ECIE <input type="checkbox"/> Autre :	

## I – Synthèse de la visite et des constatations

### I.1 – Périmètre inspecté

Les thématiques de cette inspection retenues lors de la préparation et annoncées à l'exploitant par échanges du 17 janvier 2023 correspondaient au périmètre suivant à inspecter :

- Une présentation des projets du site : RUN, Méduse et Ecluse.
- Sujet incendie et notamment la détection et le désenfumage sur les secteurs fabrication et vérification
- Suivi de l'inspection précédente relative à la protection contre la foudre.

### I.2 - Vérification de la situation administrative de l'installation

Le site Michelin des Gravanches a fait l'objet de modifications et d'une extension activité actées par l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale n° 20211881 du 11 octobre 2021. Notamment, le volume d'activité de travail du caoutchouc relevant de la rubrique 2661 est passé au-dessus du seuil de 70 tonnes par jour (régime d'autorisation). Dans le même temps, le stockage de gomme est passé à environ 800 m³ (régime de la déclaration / rubrique 2662).

### I.3 – Constats effectués (y compris sur les suites apportées aux précédentes inspections de 2019 à 2022)

Les constats effectués lors de l'inspection sont présentés par thème dans la fiche en annexe 1 du présent rapport. Pour chaque prescription concernée, le tableau rappelle son libellé, synthétise les déclarations de l'exploitant, indique les documents consultés, les constats effectués sur site et précise le cas échéant l'écart constaté et/ou les observations formulées pour améliorer la prise en compte de l'environnement et de la sécurité.

### **Présentation des différents projets d'évolution du site.**

#### Le projet « RUN » (confection)

Ce projet concerne la phase de confection des enveloppes (assemblage et mise en forme des différents éléments composant un pneumatique). Il consiste au remplacement de 3 machines de travail du caoutchouc (rubrique 2661-1) de type « GMT » par 2 machines de type « SPRINT ». Les emprises au sol, les volumes traités, les stockages, les flux de matières et les tonnages journaliers sont équivalents à ceux de la situation actuelle. Seules la cadence de travail des machines et la dimension des pneumatiques fabriqués sont modifiées.

=> L'inspection des installations classées (IIC) confirme qu'au vu de cette présentation, ce projet n'est pas à considérer comme une modification substantielle au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement. Elle ne nécessite pas de procédure particulière, ni de modification des prescriptions techniques.

**Le présent rapport fait office de donner acte.**

#### Projet « ECLUSE » : (après cuisson) :

Ce projet concerne la phase de contrôle des pneumatiques « produits finis ». Il consiste à remplacer des machines de contrôle d'uniformité du pneu (équivalent à une mesure d'équilibrage) de type « MonoLS » (qui oblige à travailler par lot de pneus identiques) par des machines de type « ZF » permettant une plus grande flexibilité.

Malgré l'augmentation du rythme de contrôle, seule la répartition avant et après contrôle évolue. Les volumes de stockage de pneumatiques dans le bâtiment nord ne sont donc pas modifiés : environ 6000 pneus dans la partie « post-cuisson », soit environ 120 tonnes et 800 m³, non classé au titre de la rubrique 2663-2.

=> L'inspection des installations classées (IIC) confirme qu'au vu de cette présentation, ce projet n'est pas à considérer comme une modification substantielle au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement. Elle ne nécessite pas de procédure particulière, ni de modification des prescriptions techniques.

**Le présent rapport fait office de donner acte.**

#### Projet « MEDUSE » : (préparation des différentes gommes, bâtiment sud)

La fabrication des pneumatiques est de plus en plus complexe avec des gommes plus dures, plus collantes, plus molles.

Le projet consiste à ajouter d'une boudineuse (machine de préparation, mise en forme de bandes de caoutchouc et de mise en rouleaux) en zone de préparation, sans augmentation de la capacité de production de l'usine, au sens de la rubrique ICPE 2661-1, la fabrication/confection étant le goulot d'étranglement.

Ce projet a cependant des répercussions sur la répartition des stocks de polymères avant et après traitement. Plusieurs solutions sont à l'étude pour déplacer des stocks de polymères relevant de la rubrique ICPE 2662 qui étaient dans le bâtiment sud, sans augmentation des volumes totaux.

Toutes les solutions prévoient la construction d'une ou plusieurs extensions de bâtiment, a priori d'une surface de plancher très inférieure à 10 000 m<sup>2</sup>. Elles ne devraient donc pas être soumises à une évaluation environnementale au cas par cas (seuil de 10 000 m<sup>2</sup> de l'entrée 39 de la nomenclature annexée à l'article R. 122-2 du code de l'environnement).

L'IIC rappelle toutefois la nécessité de s'assurer de la compatibilité du projet avec les objectifs de protection de l'environnement, notamment qu'un incendie dans ces ateliers ne puisse pas porter atteinte aux parcelles voisines de l'établissement ou que le nouveau stock puisse être un événement initiateur d'un accident de l'usine. De même, le positionnement de locaux de bureau est à étudier par rapport aux risques d'incendie.

En outre, le stockage de polymères étant potentiellement soumis à déclaration sous la rubrique 2662 (seuil de 100 m<sup>3</sup>), la nouvelle construction envisagée devra répondre aux prescriptions de l'arrêté ministériel de prescriptions générales associé.

**Enfin, comme toute modification notable, ce projet devra être porté à la connaissance du préfet avant sa réalisation avec tout élément d'appréciation nécessaire (Article R. 181-46 code env.).**

**Il est par ailleurs convenu qu'une mise à jour de l'étude de dangers sera réalisée courant 2024 pour prendre en compte les différentes modifications apportées au site, s'assurer de la pertinence des moyens mis en place et mettre à jour l'ancienne étude datant de 2005.**

#### Diagnostics de sol

La MFP Michelin indique en outre que des études de sol sont réalisées sous la dalle à chaque fois que cela est possible (Remplacement de la dalle ou lors d'une étude de sol en cas d'extension). L'IIC encourage l'exploitant dans cette voie et demande à être informée en cas de découverte d'anomalie significative dans les sols. Le cas échéant, notamment en présence de pollution concentrée, une dépollution pourrait être nécessaire.

#### Suivi des eaux pluviales

La MFP Michelin indique qu'elle a des difficultés à prélever des échantillons d'eaux pluviales en vue d'une analyse annuelle. À défaut de mesures des eaux pluviales, l'IIC préconise de vérifier le bon fonctionnement du déboureur-déshuileur et de réaliser un curage annuel.

## **II – Proposition de suites en fonction des enjeux et des engagements de l'exploitant**

Concernant le résultat de la visite, des observations sont récapitulées dans la fiche en annexe 1 du présent rapport. Les procédures à engager pour modifier les installations sont précisées dans la lettre de suite.

<b>Inspecteur</b>	<b>Vérificateur</b>	<b>Approbateur</b>
L'inspecteur de l'environnement	L'inspecteur de l'environnement	Pour le directeur régional, Le chef de l'UD CAP
Signé le 10/02/2023	Signé le 13/02/2023	Signé le 13/02/2023

## Annexe 1 – Fiche de constats<sup>1</sup>

• **Suivi de l'inspection du 8 novembre 2019 : CHAUFFERIES**

**Constat N°2 :** La chaufferie B001 est conservée en bon état. Le matériel n'a pas été démonté compte-tenu de son arrêt récent. Seule l'alimentation électrique est consignée. Les vannes locales d'alimentation des brûleurs en gaz sont fermées.

En revanche, la vanne de coupure située à l'extérieur du local est restée ouverte : à fermer pour un isolement sûr. Hors inspection : l'exploitant a indiqué que la vanne a été fermée dès le soir même.

**Informez l'inspection des opérations de démantèlement de la chaufferie.**

Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier
<input type="checkbox"/> Pas d'observation	Article 1.7.3 de l'AP N° 2015070/0003 du 11 mars 2015 : mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :  - l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et des déchets  - la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;	Sous 3 mois pour le démantèlement.
<input checked="" type="checkbox"/> Observation		
<input type="checkbox"/> Non-conformité		
<input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure		
SUIVI 2020	La vanne de coupure d'alimentation en gaz de la chaufferie est consignée fermée. La MFP Michelin a fait part de ses investigations pour le démantèlement de la chaufferie B001. Ce dernier nécessite un délai supplémentaire qui sera proposé à l'échéance des investigations.	Point soldé pour la vanne. Délai à définir pour le démantèlement de la chaufferie.
SUIVI 2021	La chaufferie n'a pas été démantelée dans l'attente de la réalisation d'un éventuel projet d'extension qui devrait nécessiter la construction d'un nouveau bâtiment. Dans le cas où le projet ne se ferait pas, la MFP Michelin procédera au démantèlement.	Tenir l'inspection informée des suites.
SUIVI 2023	Courriel de l'exploitant du 29/08/2022 :  L'enlèvement n'a pas encore été réalisé, en effet suite à analyse amiante avant évacuation, la présence d'amiante dans les 2 chaudières et certains joints de canalisation a été confirmée.  Le désamiantage et l'enlèvement des 2 chaudières ont été programmés au plus tard le 1 <sup>er</sup> semestre 2023, des travaux préalables sur l'alimentation en eau étant prévus courant avril.	Tenir l'inspection informée des travaux de démantèlement.

<sup>1</sup> L'exploitant peut demander cette annexe en format modifiable afin d'y mentionner les suites apportées aux non-conformités relevées.

• **Suivi inspection « risques foudre » du 20 septembre 2022**

<b>N° 4 : Évaluation des risques</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque Foudre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'analyse est basée sur une évaluation des risques réalisée conformément à la norme NF EN 62305- 2, version de novembre 2006, ou à un guide technique reconnu par le ministre chargé des installations classées. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations. Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 512-33 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.
<b>Constats :</b> Aucune modification substantielle ou révision de l'étude de dangers n'a été réalisée sur site. Néanmoins deux extensions du site ont été réalisées récemment : une salle d'exposition/réunion et un bâtiment où sont stockés des moules. Ces extensions sont conçues comme les autres bâtiments, qui d'après l'analyse risque foudre, se comportent comme une cage de Faraday. Néanmoins, pour ces deux bâtiments, l'exploitant s'est engagé à mettre à jour l'analyse du risque foudre afin d'intégrer ces derniers. Cette mise à jour sera réalisée avant la prochaine inspection visuelle programmée en 2023.
<b>Observations : Demande n°1</b> Il est demandé, conformément à l'engagement de l'exploitant, qu'une mise à jour de l'analyse du risque foudre soit réalisée avant la prochaine inspection visuelle de 2023. Si cette étude indique l'intérêt de protéger ces nouvelles installations contre la foudre, l'étude technique foudre sera mise à jour. Ce point pourra être vérifié au cours d'une prochaine inspection.
<b>SUIVI 2023 : Étude foudre</b> Par courriel du 2 février 2023, l'exploitant a transmis un avis de l'APAVE, organisme en charge de l'analyse des risques foudre du site : « Le calcul a été fait dans l'ARF pour une surface de 37800 m². La superficie de l'ensemble du bâtiment avec le show room et la salle de moules est inférieure à celle prise en compte dans l'ARF. Ces deux agrandissements n'entraînant pas de risque particulier, la mise à jour de l'ARF n'est donc pas nécessaire. Point soldé.

<b>N° 7 : Installation des dispositifs de protection</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 20
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque Foudre
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des installations autorisées à partir du 24 août 2008, pour lesquelles ces mesures et dispositifs sont mis en œuvre avant le début de l'exploitation. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.
<b>Constats :</b> L'inspection complète réalisée en 2022 a indiqué la nécessité de remettre en place le parafoudre sur le coffret électrique alimentant la centrale électrique. L'exploitant pour cet écart a apporté la justification auprès de l'inspection qu'une demande de devis pour l'installation de ce parafoudre a été faite. La commande est passée et les travaux seront réalisés dès que possible.
<b>Observations : Demande n°2</b> L'exploitant justifiera auprès de l'inspection que le parafoudre a bien été installé dès sa réalisation (transmission d'un justificatif). Ce point pourra faire également l'objet d'un contrôle au cours d'une prochaine inspection.
<b>SUIVI 2023 :</b> Le parafoudre a été installé au niveau de la centrale électrique dans le local d'accueil. Point soldé.

## Nouveaux constats de la visite du 30 janvier 2023

<b>N° 1 : Bâtiments et locaux</b>
<b>Référence réglementaire : Article 8.3.2.1.</b>
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à pouvoir détecter rapidement un départ d'incendie et s'opposer à la propagation d'un incendie. En particulier, le local préparation / production de 5 440 m <sup>2</sup> du bâtiment B001 est scindée en 4 cantons d'environ 1560 m <sup>2</sup> , 1170 m <sup>2</sup> , 1560 m <sup>2</sup> et 1150 m <sup>2</sup> s'appuyant sur les poutres de la structure et équipés de dispositifs de désenfumage pour une surface minimale représentant 1 % de la surface de la toiture. Les bâtiments ou locaux susceptibles d'être l'objet d'un incendie ou d'une explosion sont suffisamment éloignés des autres bâtiments et unités de l'installation, ou protégés en conséquence. Sont visés en particulier les locaux contenant des matières combustibles, des substances dangereuses. Les locaux dans lesquels sont présents des personnels de façon prolongée, sont implantés et protégés vis-à-vis des risques toxiques, d'incendie et d'explosion.
<b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué que l'atelier fabrication n'était pas équipé de détection incendie. Il l'explique par les raisons suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• En fabrication, avec les fumées de cuisson, il est difficile d'envisager une détection incendie (encrassement important, accès difficile aux charpentes), mais l'atelier est équipé d'un système d'extinction automatique composé d'environ 3 à 4 têtes-gicleurs (sprinklers) par machine avec déclenchement d'une sonnerie dans l'atelier et report au poste de garde, qui peut déclencher la sirène d'évacuation générale du site. Cette organisation pourrait être assimilée indirectement à une détection.</li><li>• La présence humaine permanente pendant l'utilisation de l'outil de production (24h/24 et 362j/an). Le personnel (environ 50 personnes) peut réagir rapidement avec des extincteurs en cas d'odeur anormale (échauffement dans les racks électriques, par exemple).</li><li>• Pendant les 3 jours d'arrêt par an, des rondes de surveillance incendie sont effectuées.</li><li>• Deux parties sont toutefois détectées : au niveau du tapis transporteur entre la fabrication et la vérification (stocks d'enveloppes) et au niveau de la porte entre la salle des moules et la fabrication.</li></ul> Ces éléments d'explication sont à prendre en compte de manière favorable.
<b>Observations :</b> Le nouvel arrêté préfectoral sus-visé reprend les anciennes prescriptions des arrêtés précédents. Il est relativement imprécis sur la répartition géographique des différents systèmes de gestion des risques d'incendie. Tel que l'arrêté préfectoral est actuellement rédigé on peut comprendre que tous les ateliers préparation, vérification et fabrication devraient être sprinklés, détectés et désenfumés, or c'est le cas uniquement en préparation.  Toutefois, la présence humaine permanente lors de la production et les rondes de sécurité pendant les 3 jours par an où la production est à l'arrêt ainsi que le système d'extinction automatique par sprinklers très dense, peuvent être retenus en faveur de l'exploitant. En outre, la partie préparation, la vérification et la rue couverte sont équipées de détection automatique et séparées par des murs coupe-feu et portes coupe-feu asservies. Seule la fabrication n'est pas détectée mais le sprinklage pourrait être assimilé à une détection plus tardive avec report d'alarme.  <b>=&gt; L'ensemble des éléments développés ci-dessus que l'organisation actuelle est de nature à pallier l'absence de détecteurs automatiques d'incendie dans l'atelier de fabrication.</b> <b>Toutefois, une solution de détection d'incendie alternative pourra être recherchée afin de renforcer les chances d'agir au plus tôt sur un départ de feu.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



<b>N° 2 : Bâtiments et locaux</b>
<b>Référence réglementaire : Article 8.3.2.4.</b>
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Désenfumage</p> <p>Les locaux doivent comporter en partie haute des éléments permettant, en cas d'incendie, l'évacuation des fumées (par exemple, matériaux légers fusibles sous l'effet de la chaleur, ouvrants). Sont obligatoirement intégrés dans ces éléments des exutoires de fumée et de chaleur à commande automatique et manuelle. La commande manuelle des exutoires de fumée doit être facilement accessible depuis les issues.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>L'exploitant a indiqué que les ateliers Fabrication, vérification et une partie de la salle des moules ne sont pas désenfumés à cause de la configuration des bâtiments et de leurs équipements.</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'atelier de fabrication n'a pas de système de désenfumage, mais il est sprinklé (extinction automatique à eau sous pression à raison de 3 à 4 têtes par machine déclenchée par la rupture d'une ampoule thermo-calibrée) avec une présence humaine permanente pendant l'utilisation de l'outil de production. La configuration des locaux ne permet pas de mettre en place des trappes de désenfumage (plafonds encombrés de nombreuses connexions : eau, air, électricité, extraction des fumées de cuisson, chauffage par aérothermes). Des devis ont toutefois été demandés à des entreprises spécialisées. Ces dernières ont indiqué, dans une première approche, qu'il sera impossible d'équiper l'ensemble du bâtiment de trappes de désenfumage à cause de la difficulté d'accès et que seules quelques zones pourraient l'être, les coûts n'ont à l'heure actuelle pas été calculés.</li> <li>• L'atelier vérification est détecté et sprinklé mais pas désenfumé avec une présence humaine permanente pendant l'utilisation de l'outil de production.</li> <li>• La révision trentennale du sprinklage est prévue en 2023</li> <li>• Pendant les quelques jours d'arrêt par an, des rondes de surveillance incendie sont effectuées.</li> <li>• L'exploitant a également fourni un calcul de capacité calorifique par m<sup>2</sup> de surface des ateliers. Le potentiel calorifique maximum des ateliers de fabrication, de vérification et de la salle des moules sont inférieurs à 700 MJ/m<sup>2</sup>, ce qui nécessite pas de désenfumage d'après le référentiel interne Michelin applicable (référentiel qui s'inspire des règlements APSAD et de la réglementation en vigueur).</li> </ul> <p>L'exploitant rappelle que le désenfumage a pour but de favoriser l'évacuation des personnes. Les exercices d'évacuation (avec simulation de blessés) réalisés montrent que l'évacuation est réalisée en moins de 5 minutes (avec liste des présents réalisée par badgeage au point de rassemblement) et que le désenfumage serait donc peu utile dans le cas présent. Le site est équipé de dispositifs de détection d'incendie et du personnel formé est présent H24.</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p>Formellement, au vu de l'antériorité du site, l'arrêté préfectoral n'impose pas de mise en conformité par rapport aux arrêtés ministériels des rubriques 2661 (Enregistrement) et 2662 (Déclaration) qui demandent à ce que les exutoires de fumées représentent 2 % de la surface géométrique de la couverture ou de chaque canton.</p> <p>À la lecture de ces textes ministériels, il est confirmé que les installations du site des Gravanches sont à considérer comme existantes par rapport à ces textes et les dispositions constructives ne sont pas imposées. Toutefois, il est rappelé que dans le cas d'une construction d'un nouveau bâtiment, dans le cas d'une extension, ces dispositions seront à respecter, comme cela a été fait pour l'extension de la salle des moules.</p> <p>En outre, les arrêtés-type déclaration ou enregistrement prévoient au minimum des détections incendie, des sprinklers et des désenfumages pour la partie stockage de polymères (2662 et 2663) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Or, dans le cas présent, le stockage de polymères (2662) est bien situé dans l'atelier de préparation qui est équipé des systèmes adéquats à la surface des exutoires près (1 % de la surface).</li> <li>• Le stockage de pneumatiques est réalisé dans la partie « vérification », mais le volume présent (6000 enveloppes au maximum, soit 120 tonnes et 800 m<sup>3</sup>) ne dépasse pas le seuil de la déclaration de la rubrique ICPE 2663 et ne serait donc pas soumis en tant que tel à la réglementation ICPE. En outre, la vérification est réalisée dans la partie nord du site, séparée des ateliers de fabrication par la salle des moules (non classé) et des bureaux, il n'y a donc pas de connexité évidente avec les</li> </ul>

installations soumises à autorisation ICPE.

- Seule la suffisance de l'équipement de l'atelier de fabrication (autorisation 2661) pose question.

En outre, l'exploitant rappelle que l'évacuation du personnel présent H24 est très rapide (avec vérification de présence par pointage au point de rassemblement) et que la hauteur sous plafond de 8 m permet à la fumée de s'élever et de laisser les allées dégagées. Enfin le local de fabrication est équipé d'un système d'extinction automatique dès dense : le déclenchement est réalisé par la rupture d'une ampoule calibrée au-dessus de la zone en feu. Une alarme locale est activée par le débit d'eau (cloches dans les ateliers) et est reportée au poste de garde et déclenche la sirène d'évacuation générale du site. L'ouverture intempestive de trappe de désenfumage pourrait retarder l'action d'extinction automatique.

Des exercices sont réalisés régulièrement.

**=> Il est demandé à l'exploitant de mettre à jour son étude de dangers en 2024 afin de prendre en compte les différentes évolutions du site et l'adéquation des moyens de gestion d'un incendie avec les risques présents, avec notamment une étude d'ingénierie incendie pour déterminer quelles solutions alternatives sont envisageables, quels compléments ajouter et/ou démontrer la suffisance des moyens actuels.**

**=> Il est demandé à l'exploitant de compléter son argumentation sur la base d'une étude coût/bénéfice de la mise en place de désenfumage dans l'atelier de fabrication.**

**Une mise à jour de l'arrêté préfectoral pourra être envisagée pour encadrer les modifications du site.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet